



**PROJET DE
CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE ET
L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES
DU VAR**

ENTRE LES SOUSSIGNES,

LA VILLE DE :

Représentée par son Maire, M
du 2023.

, dûment habilité par délibération n°XXXXX

D'une part, et

L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU VAR – UDAF 83 :

sis 15 Rue Chaptal - 83130 LA GARDE,

Représentée par son Président, Monsieur Régis LEFEBVRE.

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I : OBJET :

Reconnue comme établissement d'utilité publique, engagée avec et pour les familles, l'UDAF du Var développe de nombreux services dans le champ de la vulnérabilité de l'enfance, la protection de l'enfance et du soutien aux parents dont le parrainage de proximité (adhérente à la charte de parrainage définissant les principes fondamentaux du parrainage en France). Elle offre donc la possibilité à un enfant, à un jeune de nouer une relation durable et affective avec un adulte. Le parrainage de proximité permet d'aider un enfant à se construire, grandir, d'avoir une ouverture sociale et culturelle, et, aux familles d'élargir leur réseau relationnel et de rompre leur isolement. Il s'inscrit dans une démarche de soutien à la parentalité et ouvre à de nouvelles expériences de vie.

Le Parrainage de Proximité est encadré par la loi du 7 février 2022 relative à la protection de l'enfance et à l'amélioration du quotidien des enfants protégés (Art. L. 221-2-6.-I.) : « Lorsqu'un enfant est pris en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance, quel que soit le fondement de cette prise en charge, le président du conseil départemental propose systématiquement, avec l'accord des parents ou des autres titulaires de l'autorité parentale, si tel est l'intérêt de l'enfant et après évaluation de la situation, de désigner un ou plusieurs parrains ou marraines, dans le cadre d'une relation durable coordonnée par une association et construite sous la forme de temps partagés réguliers entre l'enfant et le parrain ou la marraine. L'association et le service de l'aide sociale à l'enfance mettant en œuvre les actions de parrainage informent, accompagnent et contrôlent le parrain ou la marraine. Les règles encadrant le parrainage d'enfant et définissant les principes fondamentaux du parrainage d'enfant en France ainsi que les modalités d'habilitation des associations de parrainage signataires d'une charte sont fixées par décret ».

ARTICLE II : OBJECTIFS DU PARTENARIAT

Favoriser le déploiement du dispositif de Parrainage de proximité :

- Disposer d'une ressource locale facilitant la mise en œuvre et l'accompagnement des parrainages.
- Relayer l'information auprès des administrés.

ARTICLE III : MODALITES DE LA CONVENTION

A) La Ville de _____ assurera :

- L'accueil de l'UDAF du Var dans les locaux de _____ et la mise à disposition d'une salle propice à l'organisation de réunions ponctuelles d'information ou d'accompagnement en faveur des administrés volontaires.
Les créneaux d'occupation seront définis conjointement selon le besoin et le planning de _____.
- Une information sur le Parrainage de Proximité au plus grand nombre.
- Un lien constant avec l'association en termes de communication.

B) L'UDAF du Var assurera :

- La gestion globale du dispositif de Parrainage de Proximité.
- L'organisation et l'encadrement des réunions d'information et d'accompagnement des bénévoles volontaires (parrains et marraines).
- La prise de dispositions nécessaires auprès de son assureur.
- Le rangement de la salle mise à disposition.
- Un lien constant avec la _____ en termes de communication.
- L'occupation des dits lieux paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités. Elle sera tenue pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra destiner les lieux à aucune autre activité sans le consentement écrit du représentant de la Commune.

ARTICLE IV : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention est consentie pour une durée d'un an à compter de la signature de la convention.

ARTICLE V : FINANCEMENT

Ce partenariat est établi à titre gratuit.

ARTICLE VI : ANNULATION D'UNE ACTIVITE

Les responsables pourront annuler toute action en cas de nécessité (absence intervenant, fermeture exceptionnelle du service, etc...) et informeront préalablement la _____ ou l'association. Une reprogrammation pourra être envisagée selon le planning d'occupation de la _____.

Monsieur Régis LEFEBVRE

Maire de _____

Président de
l'Union Départementale
des Associations Familiales du Var

Fait à _____, le :